

Au vote citoyen.ne.s !

L'année 2019 commence fort, les votations du 10 février retiennent toute notre attention et appellent à notre mobilisation maximale durant le peu de temps qui nous sépare de cette importante échéance. Résumons : 1 objet fédéral, trois objets cantonaux. Au menu : une initiative sur le mitage du territoire, trois enjeux cantonaux sur le remboursement des soins dentaires, la volonté d'instaurer une nouvelle caisse d'assurance maladie et accidents genevoise, et une loi sur la laïcité dont on peut craindre qu'elle restreigne les libertés individuelles. Comment s'engager ? Nos stands ont lieu tous les samedis, ta présence y est toujours bienvenue et importante. Des tractages matinaux ont aussi lieu chaque semaine, ce sont des moments formateurs et forts en rencontres. Il t'est également toujours possible de passer au Parti prendre des tracts, et les diffuser auprès de tes voisin.e.s et ami.e.s, dans des cafés, écrire un courrier de lecteur.trice, ou de te rendre à l'un des nombreux débats qui jalonnent cette campagne pour faire entendre les arguments socialistes. Notre parti cantonal porte un effort particulier dans cette campagne. Nous sommes heureux de le partager avec lui. Cette newsletter du lundi permet d'informer sur nos actions. N'hésite pas à nous contacter ou le secrétariat si tu souhaites en savoir davantage sur les actions menées dans le cadre de cette campagne, proposer des initiatives, afin que nous puissions nous mobiliser avec toi. On sous-estime souvent l'impact que l'on peut avoir dans son cercle proche, auprès de ses voisin.e.s et collègues de travail. En regard de mouvements populaires, par exemple celui des gilets jaunes en France, ou dans d'autres pays, où les citoyen.ne.s réclament sans succès de pouvoir se faire entendre, nous avons en Suisse la chance d'avoir un canal de décision direct. Utilisons-le à plein pour faire entendre notre voix sur ces 4 objets pour dire :

Oui à un développement durable du milieu bâti

Cette initiative *stopper le mitage, pour un développement durable du milieu bâti* permet de préserver les zones agricoles en limitant l'extension des zones à bâtir, et favorise la densification de zones déjà bâties. Cette initiative freine le développement urbain désordonné. Nous t'appelons à voter et faire voter OUI à cet objet.

Oui à des soins dentaires sans se ruiner

On évalue à 10% les Genevois.es qui renoncent aux soins dentaires par manque de moyens. Cela n'est pas acceptable. Cette initiative vise à mettre en place une assurance obligatoire pour les soins dentaires ainsi qu'un dispositif de prévention en matière de santé bucco-dentaire. Les tarifs des soins dentaires seront aussi réglementés. Nous t'appelons à voter et faire voter OUI à cet objet.

Non à une nouvelle caisse maladie de droit public qui manque sa cible

Une fausse bonne idée. La nouvelle caisse-maladie de droit public serait soumise aux mêmes contraintes légales et économiques que les autres 36 assureurs-maladie reconnus dans le canton de Genève. La nouvelle caisse-maladie serait soumise à l'obligation de disposer de réserves suffisantes lors du dépôt de la demande d'autorisation de pratiquer l'assurance-maladie sociale. Faire le saut dans le vide et créer une nouvelle caisse publique coûtera des dizaines voire des centaines de millions, sans garantie d'atteindre les buts vertueux de l'initiative. Une telle caisse risquerait d'être mise sur pied au détriment d'autres politiques publiques et de menacer des politiques sociales existantes, sans aucun effet garanti sur les primes. Nous t'appelons à voter et faire voter NON à cet objet.

Non à une loi sur la laïcité qui divise et exclut

C'est, au nom de la laïcité, à une croisade anti-religieuse que la nouvelle loi soumise au peuple le 10 février veut nous entraîner. En permettant d'interdire les signes religieux ostentatoires, mais aussi à certaines catégories de la population de signaler leur appartenance religieuse par des propos ou des signes extérieurs ; en bannissant de l'espace public les manifestations culturelles, cette loi sécuritaire va trop loin. Plaçant d'emblée le religieux comme une menace, elle cause plus de problèmes qu'elle n'apporte de solutions. La laïcité a pour fonction de réguler les rapports entre l'État et les religions et assurer le vivre ensemble au sein de la société, pas de discriminer des citoyen.ne.s en fonction de leur croyance. Rallumer une guerre entre les religions et l'Etat en 2019 est anachronique et dangereux. Nous t'appelons à voter et faire voter NON à cet objet.

Au plaisir, cher.e. camarade de s'engager, débattre, convaincre ensemble tout au long de cette campagne.

Simone Irminger, Sylvain Thévoz, Co-président.e.s PSG